



## Conseil économique et social

Distr. générale  
28 mars 2022  
Français  
Original : anglais

---

### Session de 2022

23 juillet 2021-22 juillet 2022

Débat consacré aux questions de coordination

### Compte rendu analytique de la 8<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 4 février 2022, à 15 heures

*Président :* M. Chindawongse (Vice-Président) ..... (Thaïlande)

### Sommaire

Point 8 de l'ordre du jour : Débat consacré aux questions de coordination (*suite*)

*Table ronde : « Le relèvement après la pandémie, sous l'angle des objectifs de développement durable n<sup>os</sup> 4, 5, 14, 15 et 17 »*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents ([dms@un.org](mailto:dms@un.org))

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).

22-01488 (F)



Merci de recycler



*En l'absence de M. Kelapile (Botswana), M. Chindawongse (Thaïlande), Vice-Président, prend la présidence.*

*La séance est ouverte à 15 h 5.*

**Point 8 de l'ordre du jour : Débat consacré aux questions de coordination (suite)**

*Table ronde : « Le relèvement après la pandémie, sous l'angle des objectifs de développement durable n<sup>os</sup> 4, 5, 14, 15 et 17 »*

1. **M. Qu Dongyu** [Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)], intervenant, s'exprimant par liaison vidéo, déclare que, pour atteindre les objectifs de développement durable, les systèmes agroalimentaires doivent devenir plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables. Il est primordial de veiller à ce que les femmes, les jeunes, les populations autochtones et les communautés rurales jouent un rôle central, de réduire la pression des activités humaines sur les écosystèmes et de mettre un frein à l'appauvrissement de la biodiversité. Le relèvement inclusif après la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) reste un défi politique majeur pour les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les autres acteurs du développement, et une approche collective et intégrée est nécessaire pour faire face aux chocs multiples et cumulés, réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience.

2. Ayant cela à l'esprit, la FAO continue de donner la priorité à la participation et à l'esprit d'initiative des femmes rurales dans les systèmes agroalimentaires, et a lancé des initiatives destinées à apporter des technologies et des solutions permettant d'améliorer l'éducation, les moyens de subsistance, l'agriculture, la qualité de l'alimentation, la santé et le bien-être des populations rurales et marginalisées. En réponse aux changements climatiques, la FAO finance des projets visant à renforcer la résilience et à atténuer les vulnérabilités dans les secteurs de la pêche, en particulier dans les petits États insulaires en développement. Elle accueille également le centre de coordination récemment créé pour appuyer le suivi du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.

3. **M<sup>me</sup> Azoulay** [(Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)], intervenante, déclare dans un message vidéo préenregistré que la pandémie a été l'occasion de mesurer la pertinence de la coopération internationale. Pendant la pandémie, l'UNESCO a travaillé avec plus

de 170 partenaires dans 110 pays pour assurer la continuité éducative et pour rouvrir les écoles, et elle continue à collaborer avec les États pour intégrer l'éducation à l'environnement dans les programmes scolaires et accompagner le progrès technologique. En novembre 2021, la Conférence générale de l'UNESCO a adopté une recommandation sur la science ouverte et une autre sur l'éthique de l'intelligence artificielle.

4. L'initiative « Les futurs de l'éducation » de l'UNESCO appelle à un nouveau contrat social afin de protéger l'éducation comme bien commun planétaire. À l'appui de cette initiative, l'UNESCO a lancé en juillet 2021 un nouveau mécanisme mondial de coopération dans le domaine de l'éducation en vue de mettre en adéquation les priorités stratégiques et le financement international et, en novembre 2021, les États membres de l'UNESCO ont réaffirmé leur engagement à consacrer à l'éducation au moins 4 % de leur produit intérieur brut ou 15 % de leurs dépenses publiques. L'UNESCO profitera du Sommet sur la transformation de l'éducation qui aura lieu en septembre 2022 pour renforcer son appel en faveur d'un nouveau contrat social, en s'appuyant sur les résultats de l'examen approfondi des progrès dans la réalisation de l'objectif de développement durable n° 4 relatif à l'éducation de qualité, qui sera mené lors du forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2022.

5. **M<sup>me</sup> Bahous** [Directrice exécutive chargée de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)], intervenante, déclare qu'un seul des 14 indicateurs de suivi relatifs à l'objectif de développement durable n° 5 (égalité des sexes) s'approche de la cible fixée. Pendant la pandémie de COVID-19, les femmes ont perdu leur emploi plus rapidement que les hommes, assumé encore plus de tâches domestiques qu'auparavant et subi encore plus de violence. Le relèvement a été l'occasion de s'attaquer à des problèmes qui se posent de longue date dans ces domaines et de travailler à la résilience face à la dégradation de l'environnement et aux changements climatiques.

6. Le soin est un bien public et des investissements dans le secteur des services à la personne pourraient créer 40 % à 60 % d'emplois de plus que les mêmes investissements réalisés dans le domaine de la construction. Des mesures doivent également être prises pour que les femmes retrouvent les emplois perdus, pour améliorer la qualité des emplois que des millions d'entre elles occupent dans le secteur informel et pour mettre en place des systèmes de protection sociale tenant compte des questions de genre. En outre, les femmes ont besoin de formation et d'accompagnement pour accéder à de nouveaux emplois dans le secteur vert ; la soixante-

sixième session de la Commission de la condition de la femme, en mars 2022, sera l'occasion de faire progresser les engagements à cet égard.

7. En s'appuyant sur les savoirs autochtones, les femmes d'influence dans les petits États insulaires en développement conduisent des approches innovantes visant à promouvoir les transitions vers une gestion durable de l'énergie et l'agroécologie. Il faut un financement pour développer ces modèles à plus grande échelle. Il est donc plus important que jamais de respecter les engagements pris de longue date en matière de financement de l'action climatique dans les pays en développement. Une solidarité mondiale sans précédent autour d'un plan de relèvement après la COVID-19 qui tienne compte des questions de genre est impérative pour remettre sur les rails le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

8. **M. Ocampo Gaviria** (Président du Comité des politiques de développement), intervenant, s'exprimant par liaison vidéo, déclare que, même avant la pandémie, les changements climatiques et les inégalités avaient fait reculer le Programme 2030. Les efforts déployés pour le relèvement constituent une occasion unique de parvenir à un développement équitable et durable grâce à des stratégies de renforcement des capacités productives axées sur les objectifs de développement durable n<sup>os</sup> 4, 5, 14 et 15. Il est nécessaire non seulement d'atténuer les effets négatifs des activités de production en matière sociale et environnementale, mais aussi de mettre les capacités de production au service des besoins environnementaux et sociaux. Compte tenu de la difficulté de la tâche, le Conseil pourrait envisager, lorsqu'il formulera les thèmes des cycles suivants, de se concentrer sur des problèmes concrets autour desquels le système pourrait se mobiliser pour trouver des solutions. De plus, il serait utile que davantage d'enseignements tirés des succès et des échecs soient présentés lors des examens nationaux volontaires, lesquels ne permettent toujours pas de mettre en évidence le type d'action transformatrice nécessaire pour atteindre les objectifs.

9. En ce qui concerne l'objectif 17 (partenariats), sans le développement des capacités productives et une évolution significative vers la transformation structurelle, les progrès accomplis dans la réalisation de la cible 17.1 (renforcement de la mobilisation des ressources nationales) resteront minimes, en particulier dans les pays les moins avancés. Parallèlement, si les pays développés n'atteignent pas les cibles fixées en matière d'aide au transfert de technologie et les autres cibles liées à l'objectif 17 qui leur sont propres, les pays les plus pauvres ne seront pas en mesure de concevoir et de mettre en œuvre les politiques de capacité

productive qui conviennent, compte tenu en particulier de leurs contraintes budgétaires actuelles. Il est grand temps d'avoir un débat ouvert et inclusif sur ce qui doit changer dans le système multilatéral afin d'appuyer un développement équitable et durable grâce à une transformation structurelle, et le Conseil est bien placé pour le mener.

10. **M. Pary Rodríguez** (État plurinational de Bolivie) déclare qu'il est impératif de renforcer la coopération mondiale, d'agir davantage et de prendre des décisions plus rapidement pour parvenir à un relèvement durable de la pandémie de COVID-19 et avoir un impact réel sur la vie des gens. L'accès à Internet devrait être considéré comme un droit humain. La mise en œuvre pleine et entière de l'Accord de Paris sur les changements climatiques doit être considérée comme un impératif, et des politiques et programmes doivent être élaborés pour mettre fin aux inégalités liées au genre. Il est également nécessaire d'assurer la protection sociale des enfants et des personnes âgées. Les États pourraient traiter les nombreux problèmes auxquels l'humanité doit faire face en prenant des décisions plus agiles, centrées sur les personnes et ignorant les intérêts du capital.

11. **M. Duarte Lopes** (Portugal) déclare que, indépendamment de leurs centres d'intérêt spécifiques, les organes subsidiaires du Conseil devraient garder à l'esprit les objectifs de développement durable examinés lors du forum politique de haut-niveau sur les objectifs de développement durable de 2022 tout au long du cycle des travaux du Conseil. Le Portugal organisera la prochaine Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n<sup>o</sup> 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable, conjointement avec le Kenya. Peu de progrès ont été réalisés dans le sens de cet objectif. Si les entités du système du Conseil abordent les objectifs environnementaux dans le contexte des thèmes qui les occupent, cela concourra à la dynamique en faveur de la Conférence sur les océans, dont les résultats contribueront à leur tour à l'examen de l'objectif 14 lors du forum politique de haut niveau. L'orateur encourage tous les États à participer au plus haut niveau à la prochaine Conférence et à faire preuve d'une ambition et d'un engagement politique plus forts afin de relever les défis qui menacent les océans du monde.

12. **M<sup>me</sup> Al-Thani** (Observatrice du Qatar) déclare que pour assurer un relèvement durable, résilient et inclusif après la pandémie de COVID-19, tout le monde, partout, doit avoir accès aux vaccins. Le Qatar a lourdement investi dans l'éducation et a appuyé le

Sommet sur la transformation de l'éducation organisé par le Secrétaire général. Il fera tout son possible pour appuyer le projet de programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2022-2031. Il attache une importance particulière à l'objectif de développement durable n° 17, relatif aux partenariats, notamment à la nécessité d'améliorer l'accès aux écotecnologies, et œuvrera de concert avec le système des Nations Unies et d'autres parties prenantes pour établir des partenariats en faveur de la réalisation des objectifs et renforcer ceux qui existent.

13. **M. Varganov** (Fédération de Russie) déclare que chaque région et chaque pays a ses propres priorités dans le contexte du relèvement après la pandémie, notamment le développement économique, la protection sociale, les soins de santé, la santé financière, la protection de l'environnement, la lutte contre les changements climatiques et la garantie d'une transition énergétique juste. Notant que le Programme 2030 répond à toutes ces préoccupations de manière équilibrée, il réaffirme qu'il est important de progresser dans les trois dimensions du développement durable. Une approche équilibrée est également nécessaire pour assurer un relèvement efficace après la pandémie.

14. **M<sup>me</sup> Theofili** (Grèce) déclare que, pour atteindre les objectifs de développement durable, il est plus important que jamais de renforcer l'efficacité et la valeur ajoutée du système des Nations Unies pour le développement. En ce qui concerne les objectifs dont il est question, la Grèce a rapidement opté pour l'éducation en ligne en réponse à la pandémie de COVID-19. Pour lutter contre la recrudescence de la violence domestique accompagnant la pandémie, elle a intensifié la mise en œuvre de politiques visant à encourager l'égalité des genres et à combattre le sexisme et la violence fondée sur le genre. Le plan national de relèvement après la pandémie a été conçu pour accélérer la transition du pays vers une économie circulaire, à faible émission de carbone et utilisant efficacement les ressources, et le système national de gouvernance des zones protégées doit être revu.

15. **M<sup>me</sup> Concepción Jaramillo** (Panama) déclare que le passage de l'apprentissage en présentiel à l'apprentissage en ligne durant la pandémie a été particulièrement problématique dans son pays, de nombreux enfants n'ayant pas accès à Internet. Une coopération multilatérale est nécessaire pour réduire la fracture numérique. Il est également nécessaire d'intégrer les questions de genre et d'environnement dans les programmes scolaires, un défi qui nécessitera une plus forte coopération entre les parties prenantes et entre les secteurs.

16. **M. Davies** (Observateur de l'Afrique du Sud) déclare que la zone économique exclusive de son pays est plus grande que sa superficie terrestre et qu'une grande partie de cette zone est relativement inexplorée. Entre autres efforts déployés pour éliminer la pauvreté et réduire les inégalités d'ici 2030, l'Afrique du Sud a mis en œuvre un programme visant à libérer le potentiel économique de ses océans et de ses zones côtières en mettant l'accent sur la conservation et la gestion durable.

17. **M. Dev Nath** (Bangladesh) dit qu'il aimerait connaître le point de vue des intervenants sur les politiques, les stratégies et les mesures de soutien international nécessaires pour améliorer les capacités productives et stimuler la contribution à la transformation structurelle inclusive dans les pays en développement, en particulier dans les pays les moins avancés. Il souhaite également avoir leur avis sur la manière dont la technologie pourrait être utilisée pour renforcer la diversification économique et la transformation structurelle des pays en développement au cours de la prochaine décennie.

18. **M<sup>me</sup> Freckleton** (Observatrice du Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes) déclare que l'apparition de risques systémiques à grande échelle tels que la pandémie de COVID-19 met en évidence le fait que la réduction des risques de catastrophe doit être intégrée dans les travaux du Conseil. Ce dernier pourrait accélérer cette intégration dans son action humanitaire et dans ses travaux de développement en incluant ce thème dans les examens nationaux volontaires et en articulant ceux-ci avec les examens nationaux du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) et avec les délibérations du Conseil précédant l'examen à mi-parcours, en 2023, de la mise en œuvre du cadre de Sendai.

19. **M<sup>me</sup> Bahous** [Directrice exécutive chargée de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)] déclare qu'une approche du relèvement après la pandémie tenant compte des questions de genre nécessite une modification des politiques et des programmes, tant sur le fond que dans leur exécution. Malheureusement, les femmes n'occupent qu'un quart des sièges dans les équipes spéciales chargées de la riposte à la COVID-19. Il est nécessaire de promouvoir une direction féministe et l'intégration des questions de genre dans tous les secteurs et dans tous les espaces institutionnels. Une politique féministe inclusive, axée sur les droits, pourrait revitaliser les processus démocratiques et jeter les fondations d'un nouveau contrat social bien financé,

propice à la durabilité et à la justice sociale pour tous et toutes.

20. **M. Ocampo Gaviria** (Président du Comité des politiques de développement) déclare que le Comité des politiques de développement partage l'avis du représentant du Bangladesh quant à l'importance de la capacité productive et a insisté pour faire du renforcement de cette capacité un axe clef du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2022-2031. Comme l'ont noté plusieurs délégations, la pandémie de COVID-19 a mis en évidence le fait que l'accès aux nouvelles technologies est une nécessité. Cependant, elle a également entraîné un retard scolaire pour de nombreux enfants. Ainsi, le relèvement de l'éducation après la pandémie nécessiterait non seulement un meilleur accès à la technologie, mais aussi des investissements dans des programmes de rattrapage scolaire.

21. **M. Liu Zhenmin** (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales), dans une déclaration vidéo préenregistrée, déclare qu'en préparation du débat consacré aux questions de coordination, le Département des affaires économiques et sociales a mené une enquête sur les politiques innovantes et les initiatives à fortes retombées menées par les entités du système des Nations Unies en rapport avec le thème annuel. Plus de 60 initiatives ont été signalées jusqu'à présent. Plus de la moitié d'entre elles font appel à une collaboration entre institutions et toutes portent sur les liens qui existent entre les objectifs de développement durable. Les commissions régionales ont également fait état d'un travail impressionnant au niveau régional, et les entités du système des Nations Unies ont mis en commun les outils dont elles disposaient pour aider les États Membres à reconstruire en mieux. Des informations détaillées sur ces initiatives et sur les travaux d'analyse ainsi que des outils seront disponibles en ligne prochainement.

22. Le Programme 2030 constitue un plan de marche pour le relèvement après la pandémie de COVID-19. Les efforts visant à reconstruire en mieux doivent porter particulièrement sur la création d'emplois et promouvoir une croissance durable. Toutefois, pour parvenir à un relèvement équitable et durable pour tous et toutes, il faudrait aussi des institutions de gouvernance efficaces, inclusives et transparentes et un financement public et privé suffisant. Il conviendrait en outre de redoubler d'efforts pour réaliser l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes.

23. Avec la volonté politique, des ressources suffisantes et un renforcement des capacités, il est

possible d'instaurer la paix même dans les pays en conflit et les pays en situation particulière, et ainsi de progresser rapidement dans la réalisation des objectifs de développement durable. Une action urgente est également nécessaire pour lutter contre les changements climatiques, la déforestation, la pollution, les déchets et l'érosion de la biodiversité. Beaucoup dépendra de notre capacité à continuer d'appliquer les mesures sociales adoptées durant la crise et les mesures de relance devraient être pérennisées tant que cela sera nécessaire.

24. **Le Président** déclare que le monde fait face à des défis multiples et de plus en plus complexes. Idéalement, il faudrait les considérer dans leur globalité, mais faute de temps et de ressources, les pays doivent faire des choix très difficiles excluant une telle approche. C'est pourquoi il est important que le Conseil parvienne à un consensus sur la manière de combler les écarts en matière de vaccins, de protection sociale et de technologie, entre autres, et de jeter les bases d'un forum sur le suivi du financement du développement qui soit fructueux. Compte tenu des multiples défis qui sont devant eux, les membres doivent considérer les divers points de vue des nombreuses parties prenantes avec un esprit ouvert afin d'amener le plus de partenaires autour de la table.

*La séance est levée à 16 h 40.*